



HAL
open science

Claude-Victor Perrin, dit Victor, duc de Bellune

Olivier Tort

► **To cite this version:**

Olivier Tort. Claude-Victor Perrin, dit Victor, duc de Bellune. Les ministres de la Guerre, 1792-1870 : histoire et dictionnaire, 2018, pp.241-246. 10.4000/books.pur.169351 . hal-04105544

HAL Id: hal-04105544

<https://hal.science/hal-04105544v1>

Submitted on 1 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Copyright

CLAUDE « VICTOR » PERRIN, MARÉCHAL VICTOR, DUC DE BELLUNE

Ministre de la Guerre, 14 décembre 1821 – 19 octobre 1823

I. ORIGINES, FORMATION ET CARRIÈRE AVANT 1821

Issu d'une famille de la petite bourgeoisie vosgienne, le maréchal Victor, né Claude Perrin le 7 décembre 1764 à Lamarche, était le fils de Charles Perrin, huissier au bailliage de Bassigny, et de Marie-Anne Floriot, mariés le 12 janvier 1756. L'aîné de ses deux frères, administrateur de district à Lamarche sous la Révolution, fut plus tard directeur des contributions indirectes à Montauban, tandis que le benjamin resta dans les Vosges comme inspecteur des forêts.

Sans goût ni capacité pour les études, Claude Perrin s'engagea à 17 ans comme tambour au régiment d'artillerie de Grenoble où il resta dix ans (1781-1791). Après un congé de six mois passé à Valence, le temps de s'établir en ménage, il se porta à nouveau volontaire aux armées en octobre 1791. Il profita du contexte révolutionnaire pour gravir très rapidement les échelons d'adjudant (février 1792), adjudant-major (août) et chef de bataillon (septembre 1792), puis chef de brigade (octobre 1793)¹.

Au lendemain d'une conduite héroïque au fameux siège de Toulon, qui lui permit de côtoyer Bonaparte, Victor fut fait général de brigade à titre provisoire (20 décembre 1793). Le Comité de salut public le confirma dans ce grade en juin 1795, après le succès d'opérations menées dans les Pyrénées. Sous la houlette de Bonaparte qu'il servit désormais, Perrin, se faisant dorénavant appeler « Victor » (*le Victorieux*), s'illustra brillamment au cours de la première campagne d'Italie, au point d'être fait général de division (10 mars 1797). Il fut rappelé en France pour pacifier le pays vendéen depuis Nantes, ce qui l'exclut de la campagne d'Égypte. Puis, reparti en Italie, il s'illustra notamment à Montebello et Marengo (juin 1800), justifiant quatre ans plus tard une nomination comme grand-officier de la Légion d'honneur et commandeur de l'ordre italien de la Couronne de fer.

Le général Victor rongea ensuite son frein pendant six ans dans deux postes qui l'intéressaient peu, d'abord en Hollande comme commandant militaire de la République batave (1800-1804) – chargé de préparer, comme capitaine général (août 1802), une expédition en Louisiane à laquelle Napoléon ne donna finalement pas suite (mai 1803) –, puis au Danemark comme ministre plénipotentiaire (1805-1806). Promu au grade suprême de grand aigle de la Légion d'honneur (6 mars 1805), Victor, regagnant le front à sa demande comme chef d'état-major du maréchal Lannes, fut blessé à Iéna (13 octobre 1806). Puis, remplaçant Bernadotte comme commandant du 1^{er} corps de la Grande Armée, il se surpassa à Friedland (juin 1807), ce qui lui permit d'obtenir le bâton de maréchal d'Empire (13 juillet 1807)² et de voir Antoine Gros réaliser son portrait officiel, en habit de cour. Nommé pendant un an gouverneur de Berlin à la suite de Clarke, il reçut de Napoléon diverses dotations lucratives.

Au moment où il partait pour l'Espagne à la tête du 1^{er} corps, le maréchal Victor fut titré duc de Bellune (10 septembre 1808), en hommage à ses premières campagnes italiennes. Les victoires qu'il remporta lors de l'expédition espagnole (Espinosa, Medellin) furent bientôt ternies par les terribles déprédations commises par ses troupes. Parti en 1812 pour participer à la campagne de Russie, Victor redora quelque peu son blason en limitant les pertes de

¹ Correspondant aux grades respectifs de capitaine, lieutenant et colonel.

² Après la promotion fondatrice de 1804, qui comportait 18 impétrants, Victor fut le premier à recevoir isolément cette éminente distinction.

l'arrière-garde lors du fameux passage de la Berezina (17 novembre 1812). Il participa ensuite vaillamment à la retraite d'Allemagne (1813) puis à la campagne de France, remportant le 29 janvier 1814 la victoire de Brienne aux côtés de Ney.

Rallié aux Bourbons à leur retour, le duc de Bellune, fait chevalier de Saint-Louis dès le 1^{er} juin 1814, leur resta fidèle jusqu'à sa mort. Nommé gouverneur de division à Mézières (décembre 1814), il tenta de résister au « vol de l'Aigle » à Châlons-sur-Marne (16 mars 1815), rejoignit Louis XVIII à Gand, puis présida avec sévérité, à l'automne 1815, le conseil de guerre chargé de juger les officiers supérieurs ayant participé aux Cent-Jours. Les honneurs, dès lors, s'accumulèrent : nommé président du collège électoral du Loir-et-Cher (26 juillet 1815) – dans le département où se situait son château de Ménars – puis pair de France (17 août 1815), il représenta l'armée française lors du mariage du duc de Berry, neveu du roi (3 mai 1816). Il fut aussi élevé au grade de commandeur (3 mai 1816) puis de grand-croix (24 août 1820) de l'ordre de Saint-Louis, et fait chevalier du Saint-Esprit (30 septembre 1820) à l'occasion de la naissance du duc de Bordeaux. Commandant pendant cinq ans la division militaire de Lille (janvier 1816-mars 1821), Bellune fut promu ensuite commandant supérieur de cinq divisions à la fois, prélude à son accession au gouvernement.

II. ACTION AU MINISTÈRE DE LA GUERRE (1821-1823)

La somme de contrariétés et d'amertumes accumulées pendant l'exercice de son ministère symbolisa de manière aiguë la difficile intégration politique au régime des Bourbons de l'élite militaire napoléonienne, y compris de la fraction la mieux disposée à l'égard des royalistes.

Au départ, la nomination de Bellune au gouvernement, le 14 décembre 1821, apparut pourtant comme un double gage donné à l'extrême-droite « pointue », frange la plus radicale des ultras dont il était réputé proche, et aux Chevaliers de la foi, congrégation occulte à laquelle il appartenait également. Selon le mot perfide de la comtesse de Boigne, maîtresse du modéré Pasquier, « on le reconnaissait pour un vieil imbécile entouré d'une famille avide, mais il "pensait si bien" que ce mérite l'emportait sur tous les inconvénients possibles ». Ajoutons que le maréchal Victor présentait l'avantage de bien connaître le terrain espagnol par ses guerres passées ; or, la préparation puis la conduite d'une expédition militaire en Espagne constitua très rapidement l'enjeu essentiel de son ministère, tandis qu'une puissante insurrection libérale emmenée par le général Riego avait fortement restreint, dès 1820, les prérogatives du roi Ferdinand VII et semblait devoir menacer son trône.

Pourtant, la gestion de ce dossier crucial attira bientôt à Bellune des critiques et mises en causes si vives, au plus haut niveau de l'État, qu'elle précipita son éviction du gouvernement et, à plus long terme, sa marginalisation politique. C'était d'autant plus paradoxal que, sur le plan militaire, l'expédition avait été un succès facile, notamment marqué par la célèbre prise du Trocadéro. Bellune se heurta, avant tout, à l'inimitié de Villèle, principal ministre puis président du Conseil en titre, et à celle du duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, placé à la tête des troupes envoyées en Espagne. L'un et l'autre lui reprochaient, au fond, ses sympathies d'extrême-droite, qui contrariaient leur propre positionnement, nettement plus modéré, y compris à l'égard des royalistes espagnols ; mais ils jalouaient surtout son image de glorieux maréchal de France, qui les faisait apparaître tous deux, en comparaison, bien ternes. Aussi multiplièrent-ils les humiliations et les dénigrements.

Dès son arrivée au ministère, Bellune divisa l'organisation des bureaux en deux branches (30 décembre 1821) : l'intendance générale de l'administration était gérée par Noël-Jacques de Perceval, royaliste modéré, alors que la direction générale du personnel fut confiée au comte du Coëtlosquet, lieutenant-général ultra, qui mena une vigoureuse épuration, avec l'aval du ministre. Cette éviction d'officiers libéraux, nostalgiques de l'épopée napoléonienne,

souvent promu à l'époque du ministère Gouvion Saint-Cyr, n'obéissait pas seulement à la logique d'un *spoils system* après une alternance politique en faveur de la droite ; elle devait aussi s'interpréter comme une mesure de prudence, dans la perspective d'une future campagne militaire au-delà des Pyrénées.

Or, si Bellune commença par démentir l'éventualité d'une telle intervention (27 décembre 1821), respectant en cela la ligne pacifiste de Villèle, il adapta ensuite la politique de son ministère à l'évolution du contexte, qui rendait la guerre de plus en plus probable. Il commença par organiser un « cordon sanitaire » à la frontière pyrénéenne, composé de troupes officiellement chargées de prévenir toute pénétration d'agitateurs espagnols sur le territoire national. Une ordonnance du 22 septembre 1822 transforma ce cordon en un « corps d'observation » de la guerre civile espagnole, prélude plus direct à l'intervention française, à laquelle Bellune était personnellement très favorable. Cette dernière fut formalisée par le discours du trône du 28 janvier 1823, puis par un projet de loi qui rappelait sous les drapeaux une partie des sous-officiers et soldats précédemment libérés du service actif (10 avril 1823). Cette utilisation inédite de l'armée de réserve prévue par la loi Gouvion Saint-Cyr de 1818, faite dans la précipitation, s'avéra peu concluante sur le terrain, et occasionna de vives critiques, les jeunes rappelés n'ayant jamais eu l'expérience du combat – contrairement aux anciens grognards de Napoléon –, tout en ayant perdu l'habitude de la vie de caserne.

Attentif à la logistique, Bellune fit constituer dès le début du mois de mars des brigades de mulets de bât pour servir à l'armée pyrénéenne. Malgré les rapports faussement rassurants qui lui étaient adressés par les responsables présents sur place, il décida d'envoyer le 19 mars un agent spécial, Marchand, à Perpignan, pour s'assurer de la bonne organisation des vivres et subsistances militaires. Quatre jours plus tard, le ministre lui-même partit pour Bayonne, autre lieu de concentration de troupes, officiellement afin de déjouer un pseudo-complot bonapartiste, qui aurait été animé par un aide de camp du général Guilleminot, principal lieutenant du duc d'Angoulême. Arrivé sur place, Bellune se querella avec les deux hommes, et s'autorisa d'une ordonnance de Louis XVIII pour disputer à Guilleminot le titre de major général de l'armée des Pyrénées. Constatant une grave carence dans les approvisionnements, il mit sous pression les intendants militaires, ce qui poussa certains, par excès de zèle, à passer en hâte trois marchés³ de vaste ampleur avec le munitionnaire Ouvrard, dans des conditions de corruption et de surfacturation qui s'ébruitèrent bientôt et firent scandale. Bellune resta présent lors du franchissement de la Bidassoa par les troupes ; mais la tension fut bientôt telle avec le duc d'Angoulême, qui s'obstinait à soutenir Guilleminot contre lui, que le ministre, furieux, dut se résoudre à rentrer précipitamment à Paris, au grand dam de ses collègues, qui ne l'attendaient pas si tôt.

Car, pendant ce temps, Villèle avait fait nommer un ministre par intérim, le vicomte Alexandre-Michel Digeon (1771-1826), général d'Empire, fait pair de France par Decazes en 1819, devenu proche de Monsieur (futur Charles X). Même si l'intérim n'avait duré que trois semaines, du 23 mars au 14 avril 1823, Digeon, encouragé par Villèle, s'était empressé de modifier la direction du ministère, en appelant notamment de Caux à la tête du personnel dès le 26 mars. Revenu à Paris pour reprendre son ministère, Bellune, faisant acte d'autorité, rappela aussitôt tous les chefs de direction précédemment évincés par Digeon, et promut comme secrétaire général du ministère Michel Tabarié, ancien adjoint du duc de Feltre et ultra intransigeant. Le scandale Ouvrard, qui commençait à agiter l'opinion publique, servit toutefois de prétexte à Villèle pour le remplacer six mois plus tard, le 19 octobre 1823. Cette affaire déboucha finalement sur un procès devant la Cour des pairs à l'été 1826, qui se solda par un non-lieu pour tous les responsables publics mis en cause, mais plaça Bellune dans une

³ À Bayonne le 5 avril 1823, lors du séjour du ministre, puis à Vittoria le 2 mai et à Madrid le 14 juillet.

situation délicate, en contribuant à raviver l'inimitié mutuelle qui l'opposait au duc d'Angoulême.

À côté de cette intervention espagnole qu'il avait gérée avec une indéniable maladresse, le bilan de l'action ministérielle de Bellune mérite d'être réévalué. Contre la politique étriquée de Villèle, qui partageait avec la gauche l'obsession des économies budgétaires à courte vue, Bellune défendit avec fermeté une série de réformes parfois coûteuses, qui contribuèrent à rendre aux militaires, humiliés par les défaites de 1814-1815, la fierté de leur uniforme, en même temps qu'un mieux-être matériel. Il lança notamment un vaste programme décennal de remplacement des lits militaires traditionnels à deux places, dont les bois étaient infestés de punaises, par des « couchettes » individuelles à armature de fer, faisant ainsi disparaître du même coup les démangeaisons et l'inconvénient d'une trop forte promiscuité. Attentif à tous les détails de la vie quotidienne – peut-être parce que lui-même était un officier sorti du rang – il ordonna aussi de généraliser la distribution de pain blanc et de dispenser la paye sans retard ; de même fit-il rallonger les basques des soldats de l'infanterie, pour mieux les protéger du froid et des intempéries. Il alla jusqu'à s'impliquer dans des modifications de détail touchant aux sabres, aux épaulettes, aux galons, aux couvre-chefs de tels ou tels corps, aux cols et aux couleurs des habits ou à leur silhouette, en s'inspirant des meilleurs exemples étrangers, russes et prussiens, toujours avec la même idée d'améliorer l'image et le prestige de l'armée nationale. Enfin, il décida d'accélérer le renouvellement des fusils et des baïonnettes par un programme de commandes publiques massives, en s'inspirant cette fois du modèle anglais.

C'était donc un ministre aux vues ambitieuses, ayant privilégié une politique d'investissements utiles plutôt qu'une sempiternelle compression des moyens budgétaires, qui quitta le pouvoir à l'automne 1823, en pouvant s'auréoler, en outre, du succès militaire de l'intervention en Espagne, malgré les difficultés et tribulations de l'intendance – ce qui, soulignons-le, n'avait rien d'évident au départ, une décennie à peine après l'enlèvement des troupes de Napoléon dans la péninsule ibérique. Par conséquent, si d'aucuns ont vu en Bellune « un ministre d'un médiocre talent » (d'Haussez), on peut penser, à l'inverse, à l'instar de Chateaubriand, que son « dévouement si modeste » s'est heurté à une ingratitude princière et à des règlements de compte politiques bien peu avisés.

III. CARRIÈRE POSTÉRIEURE, FORTUNE ET VIE PRIVÉE

Désigné par compensation ambassadeur à Vienne lors de son renvoi, Bellune dédaigna le poste. Il accepta en revanche d'être nommé commandant du camp de Reims pour le sacre de Charles X (mai 1825). En 1826, il se querella avec son prédécesseur au ministère, La Tour-Maubourg, sur l'état de l'armée et le moral des troupes à l'époque de sa prise de fonctions. À l'été 1829, son nom fut évoqué, parmi d'autres, pour redevenir ministre de la Guerre, mais c'est finalement Bourmont qui fut choisi. Un an plus tard, en juin 1830, il fut nommé président du collège électoral du département du Rhône, à l'occasion des élections législatives organisées par le gouvernement Polignac.

Après la Révolution de Juillet, il accepta de prêter serment au nouveau régime, ce qui lui permit de conserver sa fonction de pair de France. Son ralliement était néanmoins superficiel. Début 1832, alors que la duchesse de Berry préparait un soulèvement populaire légitimiste, Bellune, qui la soutenait, prit part avec Bourmont à un complot visant à envahir les Tuileries lors d'un bal et à y proclamer Henri V ; la police, avertie à temps, arrêta les hommes de main dans un restaurant de la rue des Prouvaires (1^{er} février 1832), mais les chefs ne furent pas inquiétés. En 1836 encore, il accepta de présider une commission destinée à recueillir une

souscription nationale, au bénéfice du chef parlementaire légitimiste Berryer, aux prises avec des difficultés financières.

Décédé à Paris le 1^{er} mars 1841, il fut enterré au Père-Lachaise, après des obsèques solennelles organisées aux Invalides. Son nom figure en bonne place sur l'Arc de triomphe de l'Étoile. L'un des boulevards « des Maréchaux » a aussi reçu son nom le 2 mars 1864 (boulevard Victor, Paris XV^e) ; c'est également le cas de neuf autres rues Victor en province (notamment à Albi, Épinal, Laval, Maisons-Alfort, Nancy, Strasbourg) et d'une rue de Bellune à Niort.

En 1811, grâce aux dotations reçues de Napoléon, il avait acheté le domaine et château de Ménars, superbe édifice des bords de Loire érigé au XVIII^e siècle à proximité de Blois par la marquise de Pompadour ; après y avoir beaucoup séjourné, il le revendit en 1827 au comte Louis de Brigode (1777-1827). Il acquit ensuite une maison de campagne à Versailles, dans le quartier de Satory, puis, après revente, un château à Bezons, au nord-ouest de Paris, en 1838. Il avait aussi toujours possédé un hôtel parisien, qui changea au fil de ses déménagements successifs, le dernier étant situé 7 rue du Regard, au sud du faubourg Saint-Germain. Il laissa à ses héritiers un patrimoine très confortable de près de 900 000 francs.

Il avait épousé le 16 mai 1791 Joséphine Muguet, fille d'un secrétaire-greffier de la municipalité de Valence, dont il divorça vers 1802. Il se remaria ensuite le 26 juin 1803 à Bois-le-Duc (Pays-Bas) avec Wilhelmina-Juliana Vosch van Avesaet, fille d'un ancien capitaine de la Compagnie néerlandaise des Indes orientales, pensionné avec le grade de vice-amiral⁴. Huit enfants (dont trois morts en bas âge) naquirent de ses deux unions.

IV. SOURCES ET BIBLIOGRAPHIE

1. Sources manuscrites

A. Service historique de la Défense

Seconde Restauration (série D) – SHD/GR, D¹ 1-70 : correspondance sur l'armée d'Espagne, dont D¹ 6-7 : intermède Digeon ; D¹ 62 : affaire Ouvrard ; D³ 86-102 : correspondance militaire générale.

Archives administratives (série X) – SHD/GR, X^s 21 : organisation générale de l'administration de l'armée.

Archives collectives et individuelles (série Y) – SHD/GR, 6 Y^d 19.

B. Archives nationales

Grande chancellerie de la Légion d'honneur (série LH) – LH 2111/40 et LH 2706/18.

2. Sources imprimées

BARDIN Étienne-Alexandre (général), *Dictionnaire de l'armée de terre*, Paris, Corréard, 1851, vol. 1, p. 878, vol. 3, p. 3230 et 3698, vol. 4, p. 5195.

VICTOR (maréchal), *Ministère de la Guerre en 1822 et 1823*, Paris, C.-J. Trouvé, 1824, 62 p.

VICTOR (maréchal), *Mémoires du maréchal duc de Bellune, mis en ordre par son fils aîné*, Paris, Dumaine et Amyot, 1847, XV-416 p. [Unique volume publié, qui évoque la jeunesse et les débuts du maréchal Victor].

⁴ Cette seconde union a été tardivement authentifiée à Paris en juillet 1828.

3. Bibliographie

LE COSTUMIER Jacques, *Le maréchal Victor. Claude-Victor Perrin (1764-1841)*, Paris, Nouveau Monde – Fondation Napoléon, 2004, 425 p.

TARIN Jean-Pierre, *Le maréchal Victor, duc de Bellune. Loyal sous l'Empire, fidèle sous la Restauration*, Paris, Cosmopole, 2006, 423 p.

OLIVIER TORT